Section des
Pyrénées Orientales

CTL du 08/09/2020

DECLARATION LIMINAIRE

Le NRP s'invite officiellement à l'ordre du jour de notre CTL, pour info seulement pour l'instant.
Enfin diront certains, quand d'autres relèveront qu'un sujet aussi anxiogène pour les agents n'arrive pas au bon moment vu la crise sanitaire
Nous sentons bien l'urgence que revêt désormais ce dossier dans notre département, aux yeux de la DG
La DDFIP 66 s'engage dans des travaux de grande envergure avec beaucoup d'ambition, mais nous nous questionnons déjà sur les moyens dont elle disposera pour mener à bien ce programme dont nous doutons de sa pertinence dans les circonstances présentes
La position de notre OS sur le NRP n'a pas changé.
L'administration se réorganise pour mieux absorber les suppressions d'emplois tout en faisant croire que c'est pour améliorer le service public.
La crise COVID a démontré l'efficacité de notre réseau, son agilité et sa réactivité, particulièrement mis en évidence dans nos petites et moyennes structures, justement celles qui sont menacées et attaquées par le NRP
La DG fait l'analyse inverse et voit dans la crise sanitaire la validation de ses orientations
Si le NRP se met en place dans le département,l'usager qui est aussi un électeur , arbitrera notre débat.
Une publicité mensongère engendre toujours de la colère
Transformer un service public en SELF SERVICE a ses limites
Pour maintenir notre réseau en l'état nous devons d'abord commencer par un moratoire s'agissant des suppressions d'emplois
Ensuite, il convient de remettre à niveau les effectifs là où c'est absolument nécessaire.
Les économies budgétaires découlant des suppressions d'emplois à la DGFIP semblent dérisoires au regard des conséquences financières pour le Pays, de la crise sanitaire
N'y aurait il pas là un entêtement de notre gouvernement, qui souhaite montrer qu'il maîtrise l'emploi public, en se servant de la DGFIP comme valeur d'exemple, aveuglé par ses certitudes sur les réserves de suppressions d'emplois supposées de notre administration
fo dgfip 66 continuera de combattre cette réforme
Moins d'implantations, c'est moins de service pour nos concitoyens et partenaires, c'est aussi moins de possibilités pour les personnels de rejoindre les résidences qu'ils souhaitent
Les conséquences négatives pour les agents de cette réforme sont clairement sous évaluées par la DG
Nous allons vers une catastrophe
D'autant plus que le gouvernement avance masqué , si on ose dire, en introduisant à travers les lignes directrices de gestion, la notion de durée maximale d'occupation d'un poste .
Ce dispositif très soft pour l'instant, préfigure peut être le retour de la mobilité forcée ... VERS LA PORTE !!!
Inadmissible pour fo dgfip 66 !!!
En attendant, au jour le jour FO DGFIP veillera plus que jamais aux conditions de travail des agents, en défendant d'abord leur santé, puis leur emploi et enfin leur pouvoir d'achat.